

techniques de pointe ayant une grande importance stratégique. Dans le discours du Trône, le Gouvernement a réaffirmé sa détermination de renforcer la capacité de l'Alliance à défendre ses membres et à faire progresser la cause de la paix. Il a aussi fait savoir qu'il était décidé à effectuer l'achat d'un nouvel avion de chasse. Plus récemment, nous avons annoncé notre décision de boycotter les Jeux de Moscou.

Quelque 60 gouvernements de toutes les régions du monde ont dit oui au boycott, et nous nous attendons à ce que ce nombre s'accroisse. Le boycott a un effet évident sur l'Union soviétique, qui déploie de grands efforts pour le minimiser. Il ne saurait faire de doute qu'il sera très visible aux Jeux et dommageable pour le prestige du gouvernement soviétique; le message sera sans doute compris du peuple soviétique. Nous regrettons bien sûr que plusieurs équipes ouest-européennes aient décidé de participer. Au moins quatre équipes nationales — celles du Royaume-Uni, du Portugal, de l'Italie et des Pays-Bas — le feront contre le désir de leurs gouvernements. Parmi les équipes qui se rendront à Moscou, certaines ne seront pas représentées aux compétitions de disciplines particulières et plusieurs refuseront d'accepter d'être identifiées par leurs hymnes et drapeaux nationaux.

#### Détente et contrôle des armements

L'invasion soviétique de l'Afghanistan a miné les efforts accomplis par les gouvernements de l'Occident et de l'Europe orientale pour développer des rapports plus ouverts et plus stables et pour contrôler la nature de leur concurrence. En d'autres termes, le recours agressif à la force par les Soviétiques en Afghanistan a de toute évidence ébranlé la détente. La convocation à Madrid en novembre de la Conférence de révision sur la sécurité et la coopération en Europe risque de donner lieu à des affrontements stériles si l'Union soviétique ne fait rien pour assainir le climat international. Le Canada se rendra à Madrid et s'efforcera d'y faire respecter l'ordre du jour de sorte que les discussions portent sur l'examen de l'application de l'Acte final d'Helsinki et des progrès réalisables, du moins sur des questions qui sont clairement d'intérêt mutuel, par exemple les mesures destinées à renforcer la confiance.

Le Canada croit qu'il faut continuer à chercher des moyens de réaliser le contrôle des armes et le désarmement et ce, en dépit des tensions actuelles. Nous espérons que les États-Unis pourront bientôt ratifier les SALT II (Pourparlers sur la limitation des armes stratégiques). Nous regrettons que le Pacte de Varsovie ait jusqu'à maintenant refusé d'entreprendre avec l'OTAN des négociations sur les armes nucléaires de théâtre à long rayon d'action. Le Canada continue de participer à la négociation du contrôle des armements dans divers forums multilatéraux, notamment les Pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR). Le Gouvernement a montré l'importance qu'il attache à ces questions en annonçant dans le discours du Trône son intention de nommer un ambassadeur itinérant du désarmement. J'espère pouvoir annoncer sous peu la nomination du titulaire de cet important poste.

#### Iran

Le Canada déplore que, depuis le 4 novembre 1979, 53 membres de l'ambassade américaine à Téhéran soient détenus en otage. Tous les Canadiens se sont réjouis à l'annonce que nos agents avaient réussi à aider six autres membres de l'ambassade américaine à quitter Téhéran en sécurité. Depuis, le Canada n'a aucun diplomate en résidence en Iran. Le 22 avril, le Gouvernement a fait connaître un train de mesures contre l'Iran qui sont le pendant de celles prises par les membres de la CE, l'Australie